COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IVe Internationale

Numéro 69 | Mercredi 15 décembre 1976 | Prix : 1 F

EDITORIAL :

Renover le PCG ou construite le Parti Ouvrier Révolutionnaire

LE document préparatoire du 6e congrès du Parti Communiste Guadeloupéen est actuellement à l'étude entre les mains de nombreux militants de ce parti. Il est intéressant de s'y arrêter. D'abord parce que ce qui touche à la vie du principal parti ouvrier de ce pays ne peut être indifférent aux révolutionnaires. Ensuite parce que le ton de ce document et les illusions que se font un certain nombre de militants du PCG sur les possibilités de transformation de leur parti méritent qu'on analyse ce qu'il peut en être réellement.

Depuis plusieurs années, depuis l'apparition aux côtés du Parti Communiste de mouvements lui disputant au sein des masses la place qu'il occupe, le Parti Communiste a été sans arrêt harcelé par la critique des mouvements nationalistes d'abord puis par un certain nombre d'autres issus de son sein après la scission de 1967.

Ces critiques ne furent pas sans effet sur le PCG : depuis les années où il apparaissait comme un parti combatif, présent lors des grèves et des mouvements revendicatifs importants de la classe ouvrière, il n'était plus qu'un parti réformiste, tout comme les socialistes SFIO, visant surtout à accaparer le maximum de sièges électoraux.

Aujourd'hui, l'action du PCG n'existe qu'au travers de ces élections et de la conquête des municipalités, de postes au Conseil général ou au Parlement français.

Le PCG est absent de bien des luttes revendicatives qui se mènent dans la classe ouvrière. En particulier l'un des secteurs les plus importants de la classe ouvrière est dirigé par les nationalistes de l'UTA. S'il en est ainsi c'est bien que le PCG lui-même était plus attentif aux luttes électorales qu'à ce qui pouvait se passer parmi les travailleurs agricoles.

Bon nombre de militants du PCG se trouvent en accord avec ces critiques mais ne vont pas jusqu'à en conclure que le PCG ne défend pas une politique réellement communiste. Au contraire même, ces dernières années un certain nombre de dirigeants et de militants parmi les plus jeunes du PCG, tout en critiquant l'attitude et ce qu'ils considèrent comme des faiblesses du PCG, se sont mis en tête de pouvoir transformer le parti en limitant ou en détruisant l'influence des dirigeants les plus électoralistes et les plus réformistes de ce parti.

La direction ne s'oppose d'ailleurs pas ouvertement à ces prises de positions plus ou moins directes, car elles ne la menacent finalement pas sur le fond. Car bien des militants qui critiquent tels ou tels dirigeants particulièrement marqués par leur réformisme, se retrouvent dans la même ornière lorsqu'il faut de nouveau assurer la victoire électorale de ceux-là même qu'ils réprouvent.

Devant des critiques aussi peu suivies d'effets le PCG en tant que parti réformiste a devant lui de beaux jours. Et il ne peut en être autrement. Car il est vain de vouloir transformer le PCG et en faire un parti révolutionnaire. Les militants qui, sincèrement, veulent défendre les idées communistes, ne pourront pas le faire au sein du PCG. Car ils auraient à y combattre trop de choses qui vont à l'encontre de ce but communiste.

Par contre, nous croyons fermement qu'il est possible de donner naissance à un parti qui soit réellement communiste. C'est à cela que nous travaillons. Et nous croyons que nos idées et le programme que nous défendons y conduirons. Mais nous savons aussi que nous n'y parviendrons pas seuls. Bon nombre de ceux qui se croient sincèrement communistes, mais se battent derrière une direction qui, elle, ne pense qu'en termes d'aménagement du système ou qui croit aux vertus de l'électoralisme ou du parlementarisme, ceux-là devront nous rejoindre pour, ensemble, bâtir le parti ouvrier révolutionnaire qui, jusqu'ici, fait défaut à la classe ouvrière des Antilles.

MARTINIQUE :
Grave crise dans le Bâtiment c'est aux patrons de payer !

LA crise dans le secteur du Bâtiment qui s'annonça depuis 1974 avec la grève de Jardin-Billiard et les tentatives de licenciements dans les grandes entreprises s'est précisée. De 7.000, l'effectif des ouvriers est tombé à 2.500. Les patrons n'ont évidemment pas tenu les promesses d'avril-mai par lesquelles ils s'engageaient à maintenir l'emploi en recevant des subventions.

Maintenant que l'administration se montre plus avare en crédits, les patrons, pour se préserver des conséquences de la crise tiennent à les faire supporter aux travailleurs.

La SMET, sous le prétexte de faillite, jette 300 ouvriers à la rue. Si l'on sait que l'entreprise comptait 45 millions de déficit avant même que soient commencés les travaux sur le chantier de la Dillon, pour le compte d'une société immobilière, la SCI, et s'il fallait faire l'inventaire des différents déficits que comptabilise cette société depuis sa venue en Guyane puis aux Antilles, sa spécialité serait plutôt l'escroquerie.

Face à la détermination des patrons, c'est l'hésitation et la désorganisation qui ont régné dans le rang des ouvriers. Et cela en grande partie par la faute des bureaucrates syndicaux.

A aucun moment ces derniers n'ont cherché à mobiliser les travailleurs pour leur réemploi. Ils se sont contentés de faire appel à la pitié des patrons et du préfet, leur demandant de faire leur possible pour « aider ces pères de famille » comme s'ils ignoraient que les capitalistes vivent de l'exploitation des travailleurs.

En tout cas, cette faiblesse des travailleurs de la SMET a fourni à d'autres patrons la possibilité d'en faire autant. Aussi, à la SOBAMA, Bally après avoir acheté un avion et un hélicoptère crie à la faillite.

A la SOMET, Jean-Joseph brandit des menaces de licenciement alors qu'il fait entrer de France des cadres qui coûtent cher en salaires et en confort.

A la SMT, Madkaud prétend ne pas avoir la paie des travailleurs. Et chez Beljal, Casimir Petit parle de chômage mais embauche un responsable financier qu'il paiera au bas mot un million.

Voilà l'aspect actuel de l'offensive des patrons profitant de la faiblesse des travailleurs. Ceux-ci doivent exiger l'ouverture des livres de comptes de leurs entreprises afin de dénoncer le gaspillage et les mensonges des patrons.

Mieux que le coup par coup, c'est une action résolue et concertée qui mènerait les travailleurs vers d'autres lendemains que ceux que prépare le patronat.

Vers le retour à la normale à Basse-Terre

C'EST à partir du 1er décembre que les habitants de Basse-Terre ont reçu l'autorisation officielle de regagner leur domicile. Et depuis, la vie à Basse-Terre tend à se normaliser. A l'heure où nous écrivons, une bonne partie de la population a déjà regagné le « chef-lieu ». Il faudrait préciser que bon nombre de Basse-Terriens n'avaient pas attendu l'ordre officiel pour retourner vivre dans la région.

Ainsi l'activité économique redémarre ; au port de Basse-Terre, cette activité qui avait repris bien avant le 1er décembre se maintient ; la majorité des commerçants ont levé leurs rideaux, tandis que les services administratifs (préfecture, DASS, Equipement, etc.) ont recommencé à fonctionner.

Cependant, pour bien des raisons, la vie à Basse-Terre n'a pas encore retrouvé son rythme normal. En effet, les écoles ne sont pas encore rouvertes, c'est pourquoi beaucoup de gens n'ont pas encore regagné définitivement leur domicile, se contentant de venir travailler le jour à Basse-Terre. D'autres qui sont revenus ont été obligés de faire en même temps le choix de garder leurs enfants chez eux pendant un mois, c'est-à-dire jusqu'à la réouverture en janvier des écoles à Basse-Terre. D'autre part, nombreux sont ceux qui hésitent à retourner ou bien qui envisagent leur retour avec une certaine appréhension, les uns craignant de recommencer la même vie de chômeur, les autres de ne pas retrouver leur emploi. La combinaison de tous ces facteurs font peser sur la région une certaine incertitude. C'est pourquoi une partie de la population, des commerçants, des gens de profession libérale... se sont regroupés au sein de l' « Association pour la Défense des Intérêts de la région sinistrée de Basse-Terre ». Cette association s'est fixée pour but de « sauver Basse-Terre » et c'est dans ce cadre qu'ils ont présenté au gouvernement un cahier de doléances. Cette association réclame entre autres la reconnaissance de Basse-Terre comme zone sinistrée et l'indemnisation de ceux qui ont subi des préjudices économiques du fait des événements de la Soufrière. C'est toujours dans le même but qu'ils ont lancé une foire à Basse-Terre, foire qui va durer pendant tout le mois de décembre. Ce faisant, les commerçants de Basse-Terre espèrent accélérer le processus de réanimation de la vie économique de la région.

Martinique

La droite s'agite à l'approche des élections

Les réactionnaires de tout poil s'agitent fébrilement et multiplient les apparitions publiques : la droite prépare dès maintenant les prochaines élections municipales.

Pour cela, tout un arsenal de propagande a été mis en place : création de nouveaux journaux, conférences, apparitions de divers comités. C'est ainsi qu'a surgi un Comité d'Action Civique, farouchement droitier, qui aura naturellement pour tâche de coordonner les efforts de la droite et d'orienter le choix des électeurs vers les candidats de l'actuelle majorité. Deux nouveaux journaux ont également vu le jour : il s'agit de Carib-Hebdo (successeur d'Inter-Antilles) et Zoutil. Leur orientation politique de droite rend leur rôle évident : soutenir la majorité et préparer l'opinion en vue des prochaines élections.

Ainsi la droite a engagé les premières passes d'armes en vue des municipales. Elle se prépare à défendre chèrement ses positions et si possible à en gagner d'autres. Mais elle ne va pas seule au « combat » électoral. Derrière elle se tient le gouvernement qui l'appuie de tout son poids. Tous les moyens officiels ont été mis à sa disposition : presse, radio, télévision et soutien de personnalités gouvernementales. C'est donc une aide officielle considérable que reçoivent les candidats de la majorité.

Ainsi Valère, qui se lance à l'assaut de la mairie de Fort-de-France, a reçu l'investiture de Stirn soi-même qui n'a pas tari d'éloges sur sa personne. La radio gouvernementale, par l'intermédiaire d'une émission sur les communes de la Martinique, a largement servi les maires de droite qui, plus nombreux que les maires de gache, bien que ne représentant qu'une moindre partie de la population, ont ainsi eu tout le loisir de s'exprimer sur les ondes.

Sans parler du journal à grand tirage semi-officiel, France-Antilles, qui montre une sollicitude particulière pour les maires réactionnaires du Diamant, des Trois-Ilets, de Sainte-Marie ou de Saint-Joseph, les Ribier, Rivety, Petit ou Emile Maurice, ceux-ci bénéficiant régulièrement d'articles élogieux et publicitaires dans les colonnes de ce quotidien.

Malgré les déclarations de ses représentants, le gouvernement soutient donc ouvertement et de toutes ses forces les candidats de la droite. Mais si celle-ci se dépense ainsi sans compter pour mettre le maximum d'atouts dans son jeu, c'est bien aussi parce qu'elle est moins sûre de l'emporter que par le passé.

Le procès Josmar : protestation dans les rues de Fort-de-France

L'acquittement de Josmar a provoqué l'indignation de très nombreux jeunes et travailleurs. Car cela signifiait que les policiers étaient désormais autorisés à porter des coups de rasoir.

Josmar est, rappelons-le, ce policier martiniquais qui, au cours d'une manifestation contre FR 3, blessa un manifestant avec un rasoir.

Une manifestation s'est aussitôt organisée. Le 27 novembre, le GRS, Combat Ouvrier, l'Alerte et la CSTM appelaient à une manifestation de rues. 300 à 400 personnes ont défilé et crié leur mécontentement.

Le samedi suivant, ces mêmes organisations, plus le SNI, le SNES, la CFDT, appelaient à une autre manifestation. Les participants furent un peu moins nombreux mais leur présence témoignait de l'indignation existant dans la population contre la police et la justice coloniale.

Mais dans ce concert de protestations, une voix s'est fait remarquer par son silence : celle du PCM. Ce parti, qui a une large audience parmi les travailleurs, n'a pas daigné élever la voix pour condamner la police du colonialisme.

Pas un mot dans son organe « Justice » pour parler de la mobilisation en cours après le procès; aucun appel aux manifestations !

Il est scandaleux qu'un parti qui se dit comuniste reste indifférent aux attaques contre les libertés démocratiques. Quelles que soient les divergences graves qui séparent sur le plan politique ce parti des autres organisations, il est indispensable de faire front contre les menées de la justice coloniale.

La protestation contre le mépris affiché par cette justice coloniale doit se poursuivre et s'amplifier.

Guadeloupe

Il faut sauver Basse-Terre au profit de qui ?

Basse-Terre doit être effectivement « sauvée ». La vie doit reprendre son rythme normal à Basse-Terre. Cependant, il faut relever certaines ambiguïtés dans le comportement de ceux dont « Il faut sauver Basse-Terre » est devenue le leitmotiv. Car comment peut-on permettre la reprise de la vie économique quand on licencie des travailleurs ? Dans de nombreuses entreprises et magasins (exemple de Prisunic Desmarais), les patrons licencient ou ne cachent pas leur intention de le faire. Cette attitude montre bien que les intérêts des possédants grands ou moyens ne coïncident pas avec ceux des travailleurs. Il est indispensable que ceux-ci s'organisent indépendamment des organismes créés pour la défense de Basse-Terre par les milieux d'affaires, moyenne bourgeoisie et professions libérales. Car les travailleurs ont des intérêts particuliers qu'ils ne pourront faire triompher que par leurs propres luttes.

C'est donc que les travailleurs ont eux aussi un programme à défendre.

Ils doivent imposer aux patrons y compris à ceux qui veulent « sauver Basse-Terre » et qui cherchent pour cela un soutien populaire, que leur revendications soient respectées.

Les travailleurs peuvent éventuellement joindre leurs voix et leurs force à celles des bourgeois de Basse-Terre pour exiger du gouvernement des mesures économiques favorisant le redémarrage de la région. Mais en aucun cas ils ne doivent confondre leur mouvement avec celui des bourgeois. En aucun cas ils ne doivent accepter de reporter à « plus tard » leurs revendications. Puisque les bourgeois de la Basse-Terre veulent agir avec le peuple, qu'ils commencent par respecter les droits de ce « peuple » en particulier ceux des travailleurs.

Il y a quinze ans... Frantz Fanon

Un militant courageux, une politique sans perspectives

Il y a quinze ans mourait Frantz Fanon, peu avant l'indépendance de l'Algérie pour laquelle il combattit courageusement dans les rangs du FLN. Beaucoup ont écrit sur la vie de Fanon, originaire de la Martinique, et nous ne nous y arrêterons pas.

Nous saluons ici le militant dévoué et courageux. Il souffrait profondément de l'oppression nationale et a mis ses idées en pratique. Mais Fanon ne fut pas seulement un militant courageux, ses écrits font de lui le porte-parole d'un courant politique.

Nombreux sont les militants anticolonialistes dont la prise de conscience a passé par la lecture des œuvres de Fanon, plus particulièrement « Peau noire et masques blancs » et « Les damnés de la terre ».

Mais la politique que Fanon a défendue, de façon radicale certes, n'est autre que le nationalisme, c'est-à-dire une politique qui consiste finalement, quelle que soit la motivation, les « bonnes intentions » de ceux qui la proposent, à mettre les classes exploitées, en particulier la classe ouvrière, à la remorque de la bourgeoisie nationale qui veut s'installer au pouvoir à la place des colonialistes.

En effet, si la révolte de Fanon contre la domination coloniale est sincère, toute son œuvre est imprégnée d'une profonde méfiance vis-à-vis de la classe ouvrière. Cette méfiance va même jusqu'à l'hostilité. Dans « Les damnés de la terre », il n'hésite pas à la rendre responsable de la bonne marche du colonialisme : « Dans les territoires coloniaux, le prolétariat est le noyau du peuple colonisé le plus choyé par le régime colonial. (...) Dans les pays capitalistes, le prolétariat n'a rien à perdre, il est celui qui éventuellement à tout à gagner. Dans les pays colonisés, le prolétariat a tout à perdre. Il représente en effet la fraction du peuple colonisé, nécessaire et irremplaçable pour la bonne marche de la machine coloniale : conducteurs de tramways, de taxis, mineurs, dockers... ».

Une telle méfiance vis-à-vis des ouvriers est une méfiance de classe, celle du petit-bourgeois qui ne comprend pas que son attitude provient de la peur que lui inspire la lutte des travailleurs. L'œuvre de Fanon n'est donc pas un guide pour le combat de la classe ouvrière des pays sous-développés. Tout au contraire, cette œuvre contribue à étouffer la conscience de classe des exploités, à nier leur rôle d'avant-garde dans la lutte et finalement à les utiliser comme masse de manœuvre au service des bourgeois.

Le prolétariat doit combattre cette politique nationaliste qui l'enchaîne à la bourgeoisie. Il doit la combattre d'autant plus lorsqu'elle est présentée de façon radicale.

Si les révolutionnaires socialistes doivent avoir du respect pour le combattant anticolonialiste résolu que fut Fanon, ils ne peuvent que rejeter son programme pour les pays colonisés, programme qui ne peut nullement conduire la classe ouvrière, les opprimés de ces pays, à une véritable libération.

6e CONGRÈS DU P.C.G.

L'autonomie telle qu'il la voudrait

L'accueil courtois de Bangou au chef de file de l'impérialisme français.

UNE grande partie de la brochure préparant au VIe congrès du PCG est consacrée au problème national en Guadeloupe.

Le document tente de convaincre que l'autonomie est la revendication qui répond le mieux aux aspirations nationales du peuple guadeloupéen. Suit alors toute une gymnastique compliquée.

Il est intéressant de citer quelques-uns des passages les plus significatifs de ce chapitre : **« Nous maintenons que l'indépendance n'est pas une revendication formulée par la masse de notre peuple... ».**

On est bien obligé de dire que la méthode de démonstration est pour le moins curieuse pour des gens qui prétendent être communistes. Car si on la suivait, on pourrait dire aussi que l'autonomie non plus n'est pas une revendication formulée... que le communisme non plus n'est pas une revendication formulée... Depuis quand les communistes mettent en avant des revendications ou des mots d'ordres politiques en se fondant uniquement sur ce qui est formulé, par la masse du peuple ?

Plus loin, le projet dit : **« La lutte pour l'autonomie est inséparable de la lutte contre l'exploitation capitaliste »... « L'instauration d'un statut d'autonomie comme le proclame la convention du Morne-Rouge dont les conclusions demeurent toujours valables doit nous permettre de placer le pays sur la voie du développement non capitaliste ».**

Plus loin, on lit encore : **« La liquidation complète de l'oppression et de l'inégalité nationales n'est possible qu'à la suppression du capitalisme et de ses corrolaires ».**

On pourrait s'attendre dès lors que le projet conclue à la nécessité de s'attaquer au capitalisme et à l'Etat qui le protège. Ce qui signifie la prise et l'exercice du pouvoir de la classe ouvrière de la Guadeloupe.

Loin d'en venir là, les auteurs du projet concluent tout simplement que :

« L'autonomie possible dans le cadre de la République française crée les conditions du développement et de l'épanouissement de notre identité nationale guadeloupéenne sans entraîner de rupture avec la France. »

On voit mal comment cette autonomie pourrait conduire à « la voie non-capitaliste » et en même temps se réaliser dans le cadre de la République impérialiste française. Ou cette autonomie ne signifie rien du tout sauf un simple changement d'étiquette pour un produit colonial qui restera le même, ou l'Etat autonome, pour aller dans « la voie non capitaliste » devra mener une politique qui ne peut avoir cours au sein d'une république impérialiste. Ce qui entraînera nécessairement une rupture non avec la « France » ce qui ne veut rien dire, mais avec la classe dirigeante en France, la bourgeoisie impérialiste.

Les auteurs ne sont pas à une contradiction près puisqu'ils écrivent eux-mêmes par la suite que **« l'autonomie que nous préconisons n'est pas une fin en soi, mais une plate-forme de lutte pour une pleine possession des droits politiques, économiques et sociaux du peuple guadeloupéen sur tous les problèmes qui le concernent. Elle doit avoir pour objectif le développement économique du pays suivant la voie non capitaliste ».**

Fortuitement, les rédacteurs en viennent à cela dans leur souci d'opposer cette libération sociale au radicalisme des nationalistes. Mais précisément, les travailleurs n'ont pas à laisser aux nationalistes le soin de prendre la tête de la lutte pour la libération nationale de la Guadeloupe Le nationalisme ne se combat pas en opposant une ligne modérée (l'autonomie) à une ligne radicale (l'indépendance).

Il n'y a pas non plus à opposer les nécessités de la lutte sur le plan social, à la lutte politique. Les travailleurs doivent lier les deux luttes en une seule. Pour la création d'un Etat qui soit le leur.

Déclaration commune des PC de France et des DOM

Il y a quelque temps, les partis communistes français, réunionnais, martiniquais, guadeloupéen se sont rencontrés à Paris. Ils ont réaffirmé la nécessité de l'autonomie pour les « départements d'outre-mer » dans une déclaration commune.

Périodiquement, ces partis communistes publient de telles prises de position. Bien souvent d'ailleurs, ces déclarations annoncent la proximité d'élections et cette fois encore, la règle est respectée : les élections législatives ne sont pas très éloignées, qu'elles soient anticipées ou non.

Aujourd'hui, la gauche française vit dans l'espoir de remporter ces élections. Le parti communiste français a enchaîné à sa suite les partis « frères » des DOM-TOM, du reste bien consentants, au char de l'Union de la gauche.

L'arrivée au pouvoir de cette gauche en France serait selon eux l'assurance pour les travailleurs des colonies d'obtenir l'autonomie, et donc, à leurs yeux, des changements importants à la vie des soi-disant DOM.

En réalité ces prises de position ne signifient nullement que le PCF et la gauche seraient prêts à décoloniser réellement les Antilles. Bien au contraire, le PCF tient dès à présent à obtenir la caution des partis communistes des DOM pour le cadre politique dans lequel il entend maintenir les travailleurs colonisés s'il vient au pouvoir. Ce cadre, il en fixe les limites dès aujourd'hui : autonomie.

De la reconnaissance pleine et entière du droit des peuples des « DOM » à leur indépendance, de leur droit à se donner l'organisation sociale et politique de leur choix, il n'en est pas question.

La prise de position du PCF pour une autonomie dans le cadre de la République française, donc dans le giron de l'impérialisme, signifie qu'il n'acceptera pas de voir ces dernières colonies françaises s'écarter de la métropole, s'il est au gouvernement. Et qu'en tout cas les travailleurs de ces colonies ne pourront pas compter sur lui pour cela.

Du reste le PCF n'innove pas en la matière. Il a plusieurs fois montré dans le passé comment il intervenait dans la politique coloniale. Il participait au pouvoir en 1946 lorsque débuta la sale guerre d'Indochine, et condamna par la suite les nationalistes algériens en lutte pour l'indépendance de leur pays. Les exemples ne manquent pas.

Ce parti qui prétend défendre le droit des travailleurs des colonies à se libérer a trop souvent tourné le dos aux intérêts véritables des travailleurs des pays colonisés pour que ceux de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe lui accordent leur confiance.

Le PCF au gouvernement comme au moment de l'insurrection de Sétif en 1945 demandera-t-il l'envoi de troupes contre les opprimés des Antilles en révolte ?

MARTINIQUE :

Une division de plus au sein du PS

Le dimanche 27 novembre, s'est tenu le congrès de la Fédération socialiste de la Martinique. C'est pratiquement sur une scission que s'est achevé ce congrès, scission qui aux dires des uns et des autres opposerait départementalistes et « autonomistes ».

Alors que curieusement l'une des tendances, celle de Serbin reste muette, c'est l'autre tendance, « pro-autonomiste », et dirigée par Jean-Louis et Lise qui tient le devant de la scène. Ne voilà-t-il pas que l'on apprend, par la bouche même de ceux qui ont dirigé le PS de 1972 à 1976 qu'ils sont autonomistes, qu'ils sont même pour la création d'un Parti socialiste martiniquais. Autrement dit, il aura fallu que les ex-dirigeants du PS ne soient plus à sa tête pour qu'ils se découvrent des tendances autonomistes si fortes que cela les a conduit à quitter le congrès de leur organisation.

Pourtant, Serbin, aujourd'hui accusé d'être le « loup » départementaliste dans la bergerie socialiste a bien été le candidat du PS aux législatives de 1973. Pourtant, c'est Jean-Louis l'actuel chef de file « autonomiste » qui réclamait une autre rédaction du chapitre 6 du Programme commun de la Gauche, parce que le paragraphe relatif aux DOM se trouvait dans le chapitre « relations avec l'étranger » du dit programme.

En réalité, la raison profonde de cette scission, c'est la proximité des élections municipales de 1977. Certains membres du PS ne veulent pas se donner une étiquette de séparatiste qui les gênerait localement dans ces élections — c'est le cas de Serbin à Sainte-Marie. D'autres se verraient bien premier candidat de la gauche autonomiste, ce qui leur permettrait d'avoir les suffrages du Parti communiste martiniquais.

Il ne faut pas chercher de débats idéologiques là où il n'y en a pas. Le Parti socialiste n'aura pas failli à son image de marque : celle d'un parti électoraliste avant tout.

Martinique :

le PCM calomnie une fois de plus les révolutionnaires

Le dernier congrès du Parti Communiste Martiniquais a réservé une attention particulière à « la lutte contre le gauchisme » et singulièrement aux trotskystes de Combat Ouvrier et du GRS.

Que le PCM soit en désaccord politique avec ceux qui défendent les idées révolutionnaires, cela le regarde. Mais pour faire passer leur marchandise réformiste, les staliniens se croient tenus d'insulter et de calomnier une nouvelle fois notre tendance ; c'est ainsi que dans la résolution finale du sixième congrès, Justice **écrit, parlant des « gauchistes » :** « Le pouvoir utilise leurs actions aventuristes... pour introduire la confusion dans les organisations syndicales et les diviser, pour entretenir la provocation et justifier au besoin la répression ».

Ces mensonges n'ont qu'un but : dresser de cette manière une telle barrière entre militants révolutionnaires et militants du PCM que la discussion soit impossible. Car c'est de cela que les Nicolas et autres Duféal ont peur : que les travailleurs discutent fraternellement de leurs problèmes et qu'ils voient ainsi qui, des révolutionnaires ou des réformistes, défend le mieux leurs intérêts.

Quoi qu'il en soit, toutes ces manœuvres et les mensonges de Justice n'empêcheront pas les idées révolutionnaires de faire leur chemin au sein de la classe ouvrière.

L'Espagne vers la démocratie bourgeoise :

Un nouvel emballage pour la même marchandise

Au moment où nous écrivons, les résultats du référendum constitutionnel en Espagne ne nous sont pas encore parvenus. Mais le simple fait que ce référendum puisse avoir lieu est déjà en lui-même éloquent.

Il est en effet l'aboutissement de toute une évolution du régime de Juan Carlos, évolution qui vise à transformer l'Espagne, à en faire un pays moderne.

Cette évolution correspond à une aspiration de la bourgeoisie. Cette aspiration ne date certes pas d'aujourd'hui. Le besoin de moderniser l'Espagne est apparu bien avant la mort de Franco. La disparition de ce dernier n'a fait que supprimer un obstacle à cette modernisation. Il est des circonstances où la dictature ouverte est une nécessité pour la bourgeoisie et elle y a alors recours. Mais, lorsqu'aucun danger ne lui semble menacer sa domination, elle préfère à tout prendre un régime « démocratique ».

Dans ce type de régime, tromperie et illusions viennent étayer le bâton et la mitraille, sans compter les multiples soupapes de sécurité (cirque électoral, débats parlementaires, syndicats et partis réformistes) qui peuvent permettrent de tempérer ou de canaliser les éventuelles luttes des travailleurs. C'est suivant ces principes que fonctionnent la plupart des grandes démocraties bourgeoises.

Aujourd'hui la bourgeoisie espagnole se croit assez forte pour se payer à son tour un régime démocratique. Mais démocratique pour elle seule. La meilleure preuve en est la violence avec laquelle la police continue à intervenir contre les grèves et les manifestations. Alors les travailleurs espagnols ne peuvent se faire aucune illusion sur cette démocratie et ce référendum qui y conduit. Ils peuvent par contre s'organiser, se grouper, s'éduquer en préparation des luttes à venir.

Après Amin Dada " Roi d'Ecosse ", Sa Majesté Bokassa 1er

Après les extravagances d'Amin Dada qui aujourd'hui se déclare « Roi d'Ecosse », voici que Bokassa transforme la République centrafricaine en empire et se proclame Bokassa 1er.

La presse bourgeoise française n'a pas manqué de rapporter avec complaisance ces pitreries.

Qu'un Bokassa soit ridicule, nous n'en disconvenons pas. Mais ces rois, ces reines d'Angleterre, de Belgique, de Suède... bref de ces pays dits civilisés le sont-ils moins ? Alors... un empereur nègre, voilà de quoi alimenter les arguments racistes de tous les bourgeois occidentaux sur l'irresponsabilité inhérente aux dirigeants de l'Afrique noire ! Voilà de quoi satisfaire tous les imbéciles réactionnaires qui racontent que l'Afrique noire livrée à elle-même ne peut qu'engendrer des dictateurs fantôches.

Mais ces fantôches sinistres ne font que répéter jusqu'à la caricature les enseignements de leurs maîtres, les colonialistes européens.

Ce n'est pas un hasard si tous ces dictateurs d'Amin à Bokassa ont été formés par l'armée coloniale britannique ou française. C'est dans ces armées coloniales qu'ils ont appris à pratiquer la torture au cours des guerres d'Indochine, d'Algérie. Ils y ont même été décorés pour leurs sales besognes.

Et si la bourgeoisie impérialiste est parfois gênée par le caractère tapageur de ces dictateurs, elle n'en continue pas moins de les soutenir, de les armer contre leur population laborieuse, contre leurs opposants. Et cela parce que ces dictateurs, malgré le nationalisme dont ils se parent, préservent les intérêts, les profits de l'exploitation impérialiste sur l'Afrique.

EMIGRATION - DEPORTATION - EMIGRATION

Chiens policiers pour les bals antillais

LA présence scandaleuse de chiens policiers à la porte de bals antillais à Paris nous amène aujourd'hui à parler de ces bals dans l'émigration.

« Pouvez-vous me dire où il y a bal antillais ce soir ? » C'est une question qui se pose couramment entre Antillais de l'émigration. En effet, le bal antillais est l'occasion pour les jeunes vivant dans l'émigration, d'oublier, avec quelques reggae, les chefs racistes ou les fins de mois difficiles. C'est aussi un endroit où rencontrer des copains : beaucoup restent à discuter dans le hall du bal sans jamais y rentrer. L'ambiance est chaleureuse, on se retrouve un peu chez soi.

Mais le succès que rencontrent ces bals tant à Paris qu'en province (certains Antillais de la province font parfois des centaines de kilomètres pour y participer) est exploité par bien des margoulins qui ne se soucient guère de l'ambiance, mais bien plus du profit qu'ils peuvent en tirer.

Ces organisateurs utilisent le goût du rythme bien sûr, mais aussi la solitude, le besoin de se retrouver entre Antillais pour faire des affaires. Un ticket de bal coûte environ 30 F et parfois 45 francs.

Ces mêmes organisateurs, Antillais pour la plupart, n'hésitent pas à louer des gardes accompagnés de chiens policiers qu'ils placent à l'entrée des bals. Selon eux, « c'est pour éviter les bagarres », et puis « ce sont les propriétaires des salles qui leur imposent la location de chiens policiers ».

Une telle attitude est inadmissible. Bien sûr, il y a eu des bagarres. Chacun sait que l'énervement d'un seul peut suffire à déclencher de la violence chez plusieurs autres. Mais ces bagarres elles-mêmes révèlent à quel point certains jeunes Antillais en ont assez de la vie d'immigrés, de cette vie qui les a déçus, de cette France où ils ont parfois découvert ce qu'est un colonisé.

Mais, et on en a déjà eu la preuve, les chiens policiers comme toute répression, ne servent à rien. Au contraire, ils révoltent les jeunes travailleurs antillais.

Ceux qui tolèrent la présence de tels chiens se rendent complices des racistes pour qui un immigré ne peut être qu'un individu violent et dangereux qu'on peut éventuellement livrer à des chiens.

Hôpital Corentin-Cetton :

une surveillante calomnie une aide-soignante antillaise

Une aide-soignante antillaise du pavillon Devillas, hospice de l'hôpital Corentin Celton, a été accusée par sa surveillante d'avoir frappé une pensionnaire. Cela a entraîné pour l'agent un blâme avec changement de service obligatoire. L'administration l'obligea, alors qu'elle était de jour, à travailler à l'office de 10 h à 19 h, ou à passer de nuit, ce qu'elle dut accepter à cause de son bébé.

Mais tout cela reposait sur de faux témoignages récoltés par la surveillante. Et ce n'est pas un hasard. Plusieurs fois notre camarade avait protesté contre les injustices et les abus de la surveillante.

C'est pourquoi, ayant la preuve des mensonges de la surveillante, les agents de Devillas, avec les syndicats, ont mené une action obligeant la direction à supprimer le blâme.

Mais notre camarade veut aussi avoir la certitude que l'accusation fausse a été retirée de son dossier et elle demande à réintégrer son service. Elle est prête à continuer la lutte. Toutefois l'administration tente par des menaces de la décourager dans cette voie.

C'est grâce à ses camarades que la vérité a été rétablie, il est indispensable qu'ils continuent à la soutenir.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication : Marie-Eugène ZOZOR

Adresser toute correspondance :

ANTILLES : Gérard BEAUJOUR BP 214 97110 POINTE-A-PITRE (GUADELOUPE) ou BP 386 97204 FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE)

FRANCE : Combat Ouvrier BP 80 93302 AUBERVILLIERS

Impression Graphic-Press Epinay-sur-Seine Commission paritaire N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE : — ordinaires 1 an : 12 F. — sous pli fermé 1 an : 15 F.

ANTILLES : — sous pli fermé 1 an : 18 F.

ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC CCP 32 566-71 La Source

LIRE... RELIRE

Une réimpression :
LES BOUTS DE BOIS DE DIEU
S. OUSMANE
Ed. Press-Pocket

● Ce roman prend pour thème la grève des cheminots de la ligne « Dakar - Bamako - Thiès » qui se déroule du 10 octobre 1947 au 19 mars 1948.

Cinq mois de grève au cours desquels ils vont, grâce à la lutte, découvrir de nouveaux horizons, reconquérir leur dignité, établir de nouveaux rapports entre eux plus humains et plus fraternels.

Un roman passionnant... à lire ou à relire.

Dany BEBEL-GISLER
LA LANGUE CREOLE FORCE JUGULEE
Ed. L'Harmattan

● Toute contribution à l'étude de la langue créole est bienvenue. La dernière en date est le fruit d'une recherche universitaire. Dany Bebel, l'auteur, aborde la question des rapports entre la langue créole et la langue française ; et en particulier la question de l'utilisation politique du français par le colonialisme pour assimiler les Antillais.

KIMAFOUTIESA

● Signalons la publication du texte de la pièce de théâtre « Kimafoutiesa », pièce qui dénonce la domination coloniale de nos pays et la politique de déportation des Antillais. Contre cette situation, il faut lutter, tel est le sens de cette pièce.

« ...ha sa ! Fòk nou raché libèrté nou nou minm !

...nou ké raché-i anba dan yo... é kouté byin sa an ka di zòt la : fo pa nou atann asou piès kontrolè a gran parad é ti kout-baton ; oubin sé ta-a ki pa a fè dòt ki véyé lè diri monté pou kouri vini réklamé pa yo !

Nou pou mèt minnin zafè nou ! Nou tout ansanm sé nou ki pli fò.

Nou a goumin pou lanmo pou lavi ! »

Tous ces livres peuvent être commandés aux diffuseurs de Combat Ouvrier.